



**HAL**  
open science

## Les récupérateurs de déchets : entre marginalisation et reconnaissance

Claudia Cirelli, Bénédicte Florin

► **To cite this version:**

Claudia Cirelli, Bénédicte Florin. Les récupérateurs de déchets : entre marginalisation et reconnaissance. *Mouvements : des idées et des luttes*, 2016, Où va l'homo detritus ?, 87. halshs-01718935

**HAL Id: halshs-01718935**

**<https://shs.hal.science/halshs-01718935>**

Submitted on 27 Feb 2018

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# Les récupérateurs de déchets : entre marginalisation et reconnaissance

**Claudia Cirelli, Ingénieure de recherche,  
Université de Tours, UMR CITERES, Équipe CoST  
Bénédicte Florin, Maître de conférences en géographie,  
Université de Tours, UMR CITERES, Équipe Monde arabe et Méditerranéen**

## Introduction

La récupération des déchets est une pratique ancienne qui a fourni des revenus aux individus et aux groupes qui s'y adonnaient grâce à l'extraction et à la vente des matières valorisables contenues dans ce que les autres citoyens abandonnaient. Pour les autorités publiques, chargées de la propreté et de l'hygiène de la ville, cette activité de récupération et de recyclage de « matières premières urbaines » dans des filières agricoles ou industrielles permettait une forme de traitement de matières qui, autrement, seraient devenues des rebuts. Des travaux précurseurs ont présenté la récupération comme étant le symbole emblématique de la pauvreté urbaine, souvent associée à de viles activités à l'instar de la prostitution au Caire ou à la figure du paria en Inde. Ces travaux ont examiné les conditions de vie des récupérateurs dans leurs lieux de travail (rues, décharges...) ainsi que les stratégies de survie pour collecter leur gagne-pain, en les comparant parfois, comme à Mexico, à des « *bandes de chasseurs-cueilleurs dans la jungle urbaine* »<sup>2</sup>. Ne relevant pas seulement d'une « anthropologie de la misère »<sup>3</sup> et donnant la parole aux récupérateurs, ces études ont souligné la dimension communautaire de l'activité et les relations que les groupes de récupérateurs entretiennent avec les intermédiaires acheteurs de déchets, donnant vie à une « industrie de régénération des ressources » dynamique et intégrée à l'économie urbaine. De nos jours, dans un contexte général de croissance urbaine, d'évolution rapide des modes de production et de consommation générant d'importants volumes de déchets, mais aussi de situations de pauvreté urbaines inédites, la récupération des déchets est, selon la Banque mondiale, une ressource indispensable à la survie d'au moins deux millions d'individus, notamment dans les métropoles caractérisées par des fortes inégalités socio-économiques.

<sup>1</sup> Barles S., 2005, *L'invention des déchets urbains. France : 1790-1970*, Seyssel, Champ Vallon, coll. « Milieux ».

<sup>2</sup> Lomnitz L., 1975, *Cómo sobreviven los marginados*, México, Siglo XXI.

<sup>3</sup> Castillo H., 1984, *El basurero: antropología de la miseria. Siete « historias de la vida » de los trabajadores de la basura en la ciudad de México*, Mexico, EDAMEX.

Dénommés par des termes spécifiques selon les lieux, les plus connus parmi ces biffins contemporains sont les *cartoneros* argentins, les *catadores* brésiliens, les *hurgadores* en Uruguay, les *scavengers* à Manila, les *wastepickers* indiens ou les *zabbâlin* égyptiens. Comme par le passé, ils contribuent à la prise en charge d'une partie des déchets par le ramassage et le tri de matériaux recyclables. Ils garantissent des revenus à des populations situées aux marges du marché du travail, de la ville et souvent de la société, tout en fournissant un réel service aux citoyens et tout en fondant une partie de l'activité de l'industrie qualifiée de formelle et lucrative du recyclage.

Pourtant, la récupération et le recyclage ne sont pas exclusivement l'apanage d'individus de pays dits en développement. Dans les pays industrialisés, des pratiques que l'on croyait peu ou prou disparues font à nouveau surface dans des contextes urbains qui présentent des nouvelles situations de marginalité ou d'appauvrissement de certains groupes (personnes âgées, chômeurs, migrants). Le glanage alimentaire à la fin des marchés, dans les bennes des supermarchés ou la fouille des poubelles permettent à ces individus de tirer parti de la collecte des déchets *via* leur revente et/ou recyclage. En Europe, on trouve des personnes, qualifiées de « Roms », qui fouillent bennes et poubelles pour en extraire des objets réparés, réutilisés ou vendus afin d'obtenir des revenus pour les familles sur place ou dans le pays d'origine. On peut les apercevoir à Marseille, comme à Turin, Madrid ou Lyon, se déplacer dans la ville, poussant des chariots ou des poussettes emplies de matériaux, parfois munis de crochets pour mieux prélever les déchets à l'intérieur des bennes. Dans les villes d'Amérique du Nord, la pratique des *bidders* – originellement collecteurs de canettes en aluminium – est le fait de populations souvent expulsées des centres-villes, sans domicile fixe et sans emploi<sup>4</sup>.



Marseille, récupérateur informel avec une poussette lui servant d'outil de travail. Cliché Pascal Garret, 2016

<sup>4</sup>Raoulx, B., Gutberlet, J. & Tremblay, C., 2009, "Dans les poubelles de Vancouver. Le recyclage comme support de socialisation", *Le Sociographe*, 29: 69-81.

Depuis une trentaine d'années, alors que les préoccupations internationales et locales pour l'environnement se généralisent, les déchets font l'objet de politiques visant à limiter les impacts liés à leur élimination. Le principe de réduction est donc adopté et sa mise en œuvre prévoit, d'une part, une diminution de leur production et, d'autre part, une diminution du volume à traiter dans les exutoires (décharges, incinérateurs, etc.). En amont et en aval de la chaîne de gestion des déchets, la valorisation des matières *via* le tri et la récupération s'est imposée comme une troisième dimension de ces politiques. Dans ce contexte, de nouveaux acteurs sont apparus pour participer aux processus de valorisation, parmi lesquels deux catégories au rôle important : les entreprises privées, notamment les sociétés multinationales spécialisées dans le domaine de l'environnement, et les structures, émanant de la société civile, spécialisées dans le domaine de l'économie sociale et solidaire. En France, Emmaüs en est un exemple pionnier, récupérant et réintégrant des objets et matières en bout de course dans des transactions économiques afin de réinsérer socialement des personnes exclues du marché du travail. D'ailleurs, la proximité entre le réemploi des objets et le réemploi des personnes, parfois considérées comme des « déchets sociaux », est soulignée par certains auteurs<sup>5</sup>. Ces initiatives sont également des lieux où une clientèle paupérisée peut s'approvisionner en objets de seconde main, lesquels échappent alors à la poubelle.

Les activités de collecte réalisées par les récupérateurs n'ont été prises en compte que récemment par les pouvoirs publics. Au niveau international, des associations telles WIEGO ou *l'Alliance mondiale des récupérateurs* se sont employées à « mettre en lumière » et « mettre en valeur » le travail des récupérateurs, afin d'accompagner et de renforcer leur organisation pour qu'ils puissent non seulement être intégrés à la gestion formelle, mais également accéder à des conditions de vie appropriées (santé, éducation, logement). Ces expériences font écho à des initiatives locales plus anciennes, plus localisées comme *l'Asociacion de los recicladores de Bogotá* en Colombie, celle du *Movimiento pro vida decorosa* en Uruguay et, encore, celle de Sœur Emmanuelle en Egypte<sup>6</sup>.

<sup>5</sup>Bauman Z., *Vies perdues. La modernité et ses exclus*, Rivages, 2009 ; Lhuilier D., « Le sale boulot », *Travailler*, n° 14, 2005, p. 73-98 ; voir aussi les travaux récents de D. Corteel.

<sup>6</sup><http://wiego.org/> ; <http://globalrec.org/fr/> ; <http://www.asmae.fr/>

Parallèlement, la multiplication des structures de récupération et de recyclage ainsi que la technicisation des métiers et des modes de traitement posent de nouvelles questions. Les études sur la récupération dans différents pays du Sud rassemblées dans l'ouvrage *Sociétés urbaines et déchets* permettent d'en proposer ici une synthèse <sup>7</sup>. D'une part, une concurrence inédite s'est créée autour des déchets, dans un contexte de tensions liées aux réformes des systèmes de gestion. La place des récupérateurs du secteur dit informel, souvent exclus des processus décisionnels conduisant à ces réformes, s'en trouve bousculée et oscille entre marginalisation et intégration de la part du secteur formel et des pouvoirs publics, alors même que la distinction informel/formel fait peu sens. C'est en observant les pratiques professionnelles des acteurs que se révèlent au mieux les enjeux et les effets de ces réformes. Celles-ci, imposées « par le haut », se heurtent, dans de nombreux cas, à des oppositions, articulées des pratiques de résistance et des mobilisations ouvertes pour la reconnaissance de ce travail. C'est notamment ces dernières que nous souhaitons rendre visibles au terme de notre contribution.

## **I – Nouvelles concurrences et convoitises autour du déchet : acteurs, enjeux et tensions**

Depuis une trentaine d'années, la rentabilité potentielle du déchet est devenue un enjeu économique crucial pour de nouveaux acteurs, privés et publics. Alors que, à l'échelle mondiale, les ressources énergétiques et minérales se raréfient et que la demande en matières premières secondaires croît, ceux-ci considèrent les gisements de déchets comme une nouvelle source de gain, voire de véritables « mines urbaines » ou « mines d'or »<sup>8</sup>. Grâce à la sélection et à la récupération de certains de leurs composants — se substituant partiellement ou totalement à une matière première vierge et devenant ainsi une matière première secondaire — les déchets se transmutent en ressource et en produit. Ceci explique l'apparition de nouveaux acteurs dans l'univers des déchets : les entreprises privées, notamment transnationales, captent une partie importante du marché des déchets et jouent un rôle croissant dans l'organisation et la régulation de ces flux de matières, témoignant des intérêts entrecroisés liés à la valorisation des rebuts. Cette convoitise suscite de nouvelles concurrences avec les tensions qui leur sont inhérentes.

<sup>7</sup>Cirelli C., Florin B., 2015, *Sociétés urbaines et déchets. Éclairages internationaux*, PUFR. Les références à des auteurs sans indication bibliographique renvoient aux chapitres de cet ouvrage dont le détail est précisé en fin d'article.

<sup>8</sup>Cavé J., 2015, *La ruée vers l'ordure. Conflits dans les mines urbaines de déchets*, PUR ; Guitard E., 2015, « C'est pas le déchet, c'est le diamant ! Pratiques de récupération et gestion publique des déchets à Garoua et Maroua (Cameroun) » in *Sociétés urbaines et déchets*, p. 74



La décharge de Médiouna, Casablanca, Maroc. Tous les acteurs des déchets sont présents : camions des intermédiaires semi-grossistes, récupérateurs, charrettes et ânes des ramasseurs de déchets verts pour animaux, camions-bennes des sociétés de collecte, bulldozer de la société qui gère la décharge, vaches et moutons des éleveurs, au fond à gauche. Cliché B. Florin, juillet 2012.

Ces transformations à l'œuvre dans les sociétés urbaines occidentales ont également eu des effets dans d'autres villes du monde. Dans un contexte de diffusion des modèles de gouvernance, idéalement fondés sur des critères d'excellence environnementale et encouragés par les organismes et bailleurs internationaux, de nouveaux modes de gestion sont promus, nécessitant des équipements toujours plus sophistiqués, des savoir-faire spécialisés et des investissements importants. Des réformes sont engagées afin de remplacer d'anciennes façons de collecter ou de traiter les déchets, jugées révolues et inadaptées ; elles visent également la réduction des risques sanitaires associés à la présence de décharges non contrôlées. Face aux défis imposés par les nouvelles exigences environnementales, les administrations urbaines convoquent – et financent *via* les « partenariats publics-privés » – des grandes firmes qui offrent des solutions standardisées.

Or, ces tentatives de transposition de modèles, produits dans des cadres urbains très différents, se heurtent à des dispositifs locaux préexistants et fortement ancrés. Ces derniers se sont souvent développés dans des situations de défaillance – voire d'absence – d'un service institutionnalisé et intégré et constituaient de vraies alternatives au service conventionnel. Leur remplacement n'a pas été dépourvu de conséquences politiques et sociales, notamment pour les groupes de récupérateurs et recycleurs. En effet, pour les autorités urbaines, ces activités de récupération, légales ou illégales, peuvent entrer directement en concurrence avec l'organisation de la collecte sélective et du recyclage et ainsi constituer un manque à gagner sur les recettes de vente des matériaux des nouveaux prestataires du service.

De nombreux travaux témoignent de la complexité des relations entre ces modèles et les dynamiques propres à chaque situation <sup>9</sup> : ces dernières ne relèvent ni de la seule imposition de modèles exogènes, ni de processus exclusivement locaux. Les pratiques de récupération et de valorisation mises en œuvre par des acteurs dits « informels » oscillent en effet entre marginalisation et reconnaissance de la part des acteurs dits « formels » (politiques, institutions et administrations, entreprises). Bien que les premiers, non intégrés aux dispositifs institutionnels, jouent un rôle indispensable dans le cycle de traitement et d'élimination des déchets, ils sont fréquemment exclus des processus décisionnels et des restructurations liés aux réformes des services publics qui bouleversent l'organisation préexistante.



Caricature parue dans le quotidien *Al-Ahram*, le 16 novembre 2002, au moment de la délégation de service à des multinationales européennes. « Zebalt C° » vient de *zabbal*, le déchet et donne par extension *zabbâlin*, chiffonniers. Légende : « *Les entreprises étrangères prennent en main la propreté du Caire* » (sources : S. Dollet, 2003, *Une communauté traditionnelle face à la modernité. Le cas des zabbâlin du Caire*, mémoire de DEA de sciences politiques, sous la dir. de E. Picard, Université Aix-Marseille III, p. 43).

## II - Les récupérateurs de déchets et le système formel : entre marginalisation, intégration et institutionnalisation



Dans les analyses traditionnelles portant sur le phénomène de la récupération en tant que pratique urbaine à laquelle s'adonnent des individus ou groupes sociaux paupérisés, trois points de vue se sont imposés, s'inscrivant dans des débats plus larges sur l'informalité. Ainsi, dans le cadre de la théorie du sous-développement et de la modernisation, la récupération est une activité marginale, relevant du secteur informel, mais destinée à disparaître lorsque le pays atteint un niveau de développement économique plus élevé. De façon plus générale, les activités informelles qui perdurent malgré la modernisation ressortissent de la débrouille ou d'une économie de la survie dont il ne faut pas attendre grand chose. Selon une autre position, la récupération est une composante structurelle de l'économie capitaliste qu'elle en soit un secteur à part entière ou qu'elle en soit une activité dépendante, son « armée de réserve » pour reprendre la terminologie de l'approche marxiste ou de la théorie de la dépendance. Dans ce cadre théorique, le secteur informel est une source importante de travail pour des populations urbaines appauvries, mais reproduit des rapports de domination et de soumission au capitalisme. Enfin, plus récemment, un troisième débat néolibéral, dans la lignée des travaux de l'économiste H. de Soto, considère l'informalité comme un « bassin latent de croissance », « comme un nouveau moteur de développement » ou, encore, comme une économie hyperflexible se régulant par elle-même lors des crises<sup>10</sup>. Cette position — qui a fait par ailleurs l'objet de vives critiques — s'accompagne d'une remise en cause du rôle de l'Etat, dont les normes seraient trop contraignantes et brideraient l'esprit d'entreprise. C'est peu ou prou cette dernière approche qui conduit les politiques de la Banque mondiale et du FMI depuis les années 1990 : le secteur informel se pare alors de nombreuses vertus. Sans doute ici nous faut-il nuancer car les activités de récupération des déchets n'ont pas exactement le même statut que d'autres activités informelles (comme, par exemple, le petit commerce de rue) : la dimension sanitaire et les représentations très négatives liées à l'ordure justifient dans de nombreux cas une approche politique spécifique de gestion des déchets et, du coup, de la pauvreté.

Quoi qu'il en soit, les études de terrain montrent que l'organisation qui en résulte est celle d'individus qui collectent, la plupart du temps illégalement, des matériaux pour des acheteurs intermédiaires (informels ou formels) qui, à leur tour, sont reliés à des vendeurs, tels les grossistes formels, dont les affaires se développent à une échelle plus industrielle. En tous les cas, l'activité de récupération peut être considérée comme étant en lien étroit, sinon imbriquée, avec le secteur formel : soit parce que ce dernier est incapable d'absorber les activités informelles, soit parce qu'il s'agit d'une stratégie du secteur formel afin de réduire les coûts de production, notamment celui des salaires<sup>11</sup>.

9 Jaglin S., M.-H. Zerah., 2010, « Eau des villes. Repenser des services en mutations. Introduction », *Revue Tiers Monde*, n° 203, 2010/3 p. 7-22.

10 *Sociologie et Sociétés*, 2015, Travail et informalité : nouvelles figures de l'exploitation et des mobilisations au Nord et au Sud, dir. par Yerochewski C., p. 7, Presses Universitaires de Montréal, vol. XLVII, n°1.

11 Medina M., 2007, *The World's Scavengers. Salvaging for Sustainable Consumption and Production, Globalization and the Environment*, Lanham, Altamira Press.



De notre point de vue, cette lecture, prônant une continuité entre un secteur et l'autre, est plus adaptée aux mutations récentes des services urbains des déchets. Loin de réduire les contradictions et les rapports de pouvoir inégaux qui caractérisent le fonctionnement de ces systèmes composites de récupération, elle met en avant la complexité des conditions et des mécanismes de fonctionnement. Les pratiques professionnelles des récupérateurs reposent d'avantage sur un continuum que sur une opposition entre « formel » et « informel ». Les articulations et métissages des pratiques et modes de gestion brouillent les frontières et les stratégies des différents acteurs peuvent se répondre et se compléter. La réalité des situations relève ainsi d'un « *continuum socio-technique* »<sup>12</sup> de prise en charge des ordures qui relativise nettement cette dichotomie. On pourrait même ajouter que, plus l'intérêt des acteurs se porte sur le déchet devenu *ressource*, plus les enjeux autour de cette matière première secondaire sont grands et plus le *continuum* est observable : preuve en est l'essor de nouveaux intermédiaires, acheteurs et vendeurs de déchets, qui constituent l'entre-deux des secteurs formel et informel. P. Schamber et F. Suarez décrivent bien ce processus pour le cas argentin : « *Les récupérateurs urbains ont réinventé la marchandise et le travail en transformant des rebuts en intrants pour l'industrie. Car il existe une industrie locale et globale encore invisible entre les labyrinthes de l'intermédiation* »<sup>13</sup>.

Aussi, le processus de la récupération tient-il ensemble les récupérateurs, les entrepreneurs-acheteurs-intermédiaires propriétaires des dépôts pour stocker les matériaux et les industriels. Les rebuts sont collectés dans des conditions de travail précaires et engendrant des revenus modestes pour les récupérateurs, puis transitent par les dépôts où ils sont conditionnés pour, enfin, parvenir à des circuits de vente gérés par des firmes internationales qui en tirent des profits notables.

Ce processus ne demeure pas toujours dans l'informalité et n'est pas tout le temps caractérisé par une faible rentabilité pour tous les acteurs impliqués : si, pour les récupérateurs, il s'agit de faire face à leurs besoins de survie, pour les entreprises locales et internationales, il s'agit de garantir une logique d'accumulation. Cette organisation fait écho au propos de B. Lautier « *Il y a bien des "activités informelles qui marchent" ; en revanche, il n'y a que très peu "de filières informelles qui marchent". Ce qui marche, on peut le trouver dans l'exemple, précisément, des ramasseurs de déchets [...], notamment au Brésil. Ils ont, dans de multiples cas, réussi à s'organiser en coopératives et à sortir de la tutelle des mafieux du recyclage [...].-[Mais] on peut bien récupérer les déchets de façon informelle, solidaire et conviviale, les déchets sont bien à l'origine issus de l'économie formelle et y seront recyclés [...]. Tout cela ne fait pas une "autre économie" ou une "autre mondialisation"* »<sup>14</sup>.

D'une part, ceux qui collectent et trient constituent une main d'œuvre quasi gratuite en raison des bas prix des matériaux vendus. D'autre part, ils délestent la ville ou les décharges d'une grande quantité de déchets, gratuitement ou parfois en payant eux-mêmes des pots-de-vin.

<sup>12</sup> S. Jaglin, M.H. Zerah, op. cit.

<sup>13</sup> P. Schamber et F. Suarez, 2007, p. 9, *op.cit.* Traduction de C. Cirelli.

<sup>14</sup> Lautier, B. 2003, « Les limites de l'économie informelle comme alternative à la mondialisation libérale », *Revue du Mauss*, 2003/1, n° 21, Paris, La Découverte, p. 206.

Cette « gratuité » et l'importance de leur service a, par exemple, constitué l'un des arguments des chiffonniers du Caire plaidant pour une reconnaissance de leur travail au moment des réformes les privant de l'accès aux déchets<sup>15</sup>. Elles ont aussi justifié la requête envoyée en janvier 2016 au ministre de l'Environnement indien par l' *Alliance of Indian Wastepickers* pour rendre explicite, dans la nouvelle législation de déchets solides, le rôle joué par les récupérateurs dans le système de gestion et leur intégration au système : « *Les récupérateurs et recycleurs informels de déchets devraient être identifiés, enregistrés, autorisés et intégrés dans le système de gestion des déchets solides par les gouvernements locaux. De ce fait, ils devraient être reconnus et identifiés comme des cols verts* »<sup>16</sup>.

Dans le même ordre d'idées, certaines situations voient émerger des tentatives de formalisation de cet entre-deux informel par la régularisation, comme cela a été le cas pour les *cartoneros* de Buenos Aires au cours des années 2000. Ceux-ci ont réussi, après des mouvements de protestation, à obtenir du gouvernement urbain une reconnaissance de leur activité et une amélioration des conditions de travail. Aujourd'hui, une douzaine de coopératives sont en charge de la collecte des matériaux secs sur tout le territoire de la capitale argentine. De même, en Indonésie, dans les années quatre-vingt-dix, le gouvernement de Suharto avait émis un décret limitant les importations de matières recyclables afin de garantir des prix plus intéressants pour les récupérateurs locaux<sup>17</sup>. Les études de cas réunis dans l'ouvrage *Sociétés urbaines et déchets* montrent les processus similaires d'intégration en Tunisie, au Pérou et au Brésil.

Toutefois, ce processus d'intégration ne se met pas en place sans difficultés. Si le travail des récupérateurs est reconnu et même, dans certains cas, parfois légitimé, si la récupération connaît une forme d'institutionnalisation dans le cadre de nouvelles politiques environnementales, les mécanismes pour intégrer les travailleurs des déchets dans le système formel remettent parfois en cause la présence des récupérateurs plus fragiles dans la ville. Les cas argentin et égyptien montrent bien comme les nouvelles règles mises en place pour participer aux appels d'offre pour la collecte peuvent exclure les récupérateurs dotés de peu de réseaux, de peu de moyens pour se déplacer et qui sont considérés, de toutes façons, comme peu capables de répondre aux besoins des administrations urbaines. Dans de nombreux autres exemples, les pouvoirs publics tentent plutôt d'éradiquer certains maillons de la chaîne, notamment les récupérateurs les plus précaires. Ainsi, à Istanbul, bien conscients de la valeur du déchet, les pouvoirs publics encouragent la création de petites sociétés formelles, dans l'objectif clair qu'elles se substituent aux dépôts sans licence des semi-grossistes. Récemment, en janvier 2016, le ministère de l'Environnement turc a simultanément interdit la récupération informelle des papiers et cartons, sous peine d'une amende de 6200 €, et tout achat de papiers et cartons au secteur informel, sous peine d'une amende de près de 43 400 €, ceci visant les sociétés formelles<sup>18</sup>.

<sup>15</sup> Debout L., Florin B., 2011, « Les contradictions du nouveau système de déchets au Caire. Conflits, négociations et stratégies d'acteurs », *Égypte-Monde arabe*, n° 8, p. 31-57.

<sup>16</sup> <http://globalrec.org/2016/01/12/inclusion-of-waste-pickers-in-proposed-solid-waste-management-rules/>

<sup>17</sup> Medina M., op.cit.

<sup>18</sup> Cette décision a fait l'objet d'un *buzz* sur internet, d'une pétition de soutien aux récupérateurs turcs sur [change.org](http://change.org), ainsi que d'un article sur le site de l'Alliance mondiale des récupérateurs qui témoigne d'une prise de position à une autre échelle. <http://globalrec.org/2016/02/05/will-waste-pickers-in-turkey-join-unemployed-army/>. Une vidéo montre aussi un récupérateur résistant à la confiscation de son diable, suite à cette loi. Des passants prennent sa défense. <http://www.aktifhaber.com/kagit-toplayicisi-zabitalara-isyan-etti-ekmek-tekneme-el-koyma-1319548h.htm>

Les organismes et bailleurs internationaux avaient eux-mêmes impulsés ce type de réformes de modernisation du service, *via* les délégations au secteur privé, inspirées de modèles occidentaux, souvent inadéquats. Mais, depuis une vingtaine d'années, ils ont renouvelé la réflexion sur la gestion des déchets dans les pays du Sud. Le principe est de tenir davantage compte des dispositifs locaux existants, d'intégrer les activités des récupérateurs et d'articuler les services urbains, notamment quand ils sont défaillants, aux dispositifs alternatifs pris en charge par les récupérateurs . L'objectif est double : garantir une véritable gouvernance urbaine des déchets et gérer la pauvreté urbaine.



Buenos Aires, Travailleurs et membres de la Coopérative El Alamo, triant le plastique.  
Cliché C. Cirelli, novembre 2015



Buenos Aires, Travailleuse et membre de la Coopérative El Alamo, triant le papier.  
Cliché C. Cirelli, novembre 2015

### III - Entre résistances, innovations et mobilisations : sortir de la marge ?

L'activité de récupération des déchets a été longtemps marquée par un paradoxe qui la rend tout à la fois répugnante et profitable. Déchet pour les uns, ressource pour les autres, tout se passe comme si, symboliquement, s'opérait un transfert entre les propriétés du rebut – souillure, dégradation, déchéance – et les individus qui s'adonnent à leur récupération. De même, le rapport au déchet paraît soumis à cette double dimension de l'éloignement et de la proximité : si leur récupération est une source de revenus, leur contact est source de pollution. Ceci explique aussi que les récupérateurs de déchets, du fait de la manipulation de ceux-ci, ont toujours été assignés aux marges : marges du travail, marges de la société, marges de la ville. Ajoutons que, une fois les matériaux collectés, les récupérateurs retournent, avec leurs déchets, dans leurs quartiers. Ces opérations produisent des externalités importantes en termes sanitaires et environnementaux sur ces sites de vie et de travail : paradoxalement, en libérant les centres-villes ou les quartiers aisés de leurs ordures, les récupérateurs fragilisent et rendent vulnérables leurs propres territoires et leurs populations<sup>19</sup>.

Face au stigmat, les récupérateurs intériorisent les représentations négatives à leur rencontre, mais ils cherchent aussi à les contrer en magnifiant certains aspects de leur travail : l'exposition permanente au risque au lieu de les affaiblir les rendraient invulnérables grâce à une sorte d'immunisation physique et symbolique. De même, ils font valoir les effets positifs sur la propreté de la ville et sur l'environnement de leurs activités. Certes, ils n'annulent pas le stigmat, mais ils tentent de s'en arranger et, en quelque sorte, de le renverser par des discours légitimant leurs activités.

Une autre forme de résistance est liée aux changements, et parfois bouleversements, que les réformes des services urbains impliquent pour les activités professionnelles des récupérateurs : ces petites pratiques de résistance ordinaire<sup>20</sup> constituent des formes de contournement ou des ripostes vitales pour l'accès à la ressource.

19 Durand Mathieu, 2010, *Gestion des déchets et inégalités environnementales et écologiques à Lima (Pérou) : entre vulnérabilité et durabilité*, Thèse de doctorat en géographie, Université Rennes 2, 458 p.

20 De Certeau M., *L'invention du quotidien*, « Arts de faire », Tome 1, Paris, Folio, 1990.

En effet, les récupérateurs sortent quotidiennement dans la ville pour collecter les matériaux : ils franchissent les frontières du quartier où ils habitent – marges spatiales et symboliques – et ils pratiquent des espaces publics, espaces de visibilité et de vulnérabilité. Exposés à la vue de citoyens, ils sont bien reconnaissables avec leurs chariots ou charrettes parfois tractées par un âne. Leurs « routes » de collecte peuvent être longues d’une dizaine de kilomètres que certains font à quatre ou cinq reprises dans la même journée. Ils collectent dans les lieux touristiques ou les quartiers aisés, riches en matériaux, où ils sont en général mal perçus. Pour éviter les tensions avec la police ou les habitants, les récupérateurs estiment qu’il faut collecter rapidement et discrètement. Il ne faut pas non plus gêner la circulation automobile, ni les piétons. Dans l’espace public, ils ne sont jamais prioritaires et ils savent qu’ils n’auront pas gain de cause en cas de conflit ou d’accident. Face à la modernisation généralisée des dispositifs de collecte, l’invention est aussi convoquée et il devient nécessaire de connaître les horaires des camions-bennes pour collecter avant leur passage ou donner un coup de mains aux éboueurs en échange du droit de récupérer des matériaux. La multiplication des containers enterrés ou fermés rend compliquée l’accès à la ressource et, dans de nombreux exemples, les récupérateurs ont passé des accords avec les commerces et hôtels, quitte à les payer, pour avoir accès aux déchets. D’autres fabriquent de longues perches pour atteindre le fond du container. D’autres, enfin, collectent avec les enfants qui se glissent dans les conteneurs...



Yunus, récupérateur, aide un éboueur ; en échange celui-ci le laisse collecter les cartons.  
Cliché P. Garret, Istanbul, 2015

C'est par ces pratiques des espaces publics et par ces « petites tactiques » de contournement de l'ordre établi par les systèmes de gestion que se donnent à voir des actes de résistance, certes discrets, tantôt individuels tantôt collectifs, parfois éphémères et fragiles. On peut lire, en effet, ces modalités de récupération comme une forme de soumission renvoyant au stigmaté – être discret – mais elles témoignent aussi de connaissances de la ville et de la société urbaine qui permettent aux récupérateurs de contourner les obstacles. Dans de nombreuses métropoles, les réformes en cours ont fait basculer les récupérateurs de l'informalité à l'illégalité, rendant nécessaires ces tactiques et inventions quotidiennes qui contournent la mise aux normes et en ordre de la ville. La dimension spatiale y devient importante, notamment parce que, pour les récupérateurs, souvent issus de la même communauté d'origine, l'échelle du quartier leur est essentielle en termes d'interconnaissances et de circulation de l'information. L'articulation entre proximité spatiale, proximité sociale et proximité professionnelle est à considérer dans les capacités qu'ils ont à pouvoir s'organiser et éventuellement se mobiliser. Ce fut le cas pour les chiffonniers égyptiens qui ont organisé des réunions – en théorie totalement interdites – pour débattre et réagir face à la délégation de la collecte à des multinationales européennes dans les années 2000. L'une de leurs décisions collectives fut, en particulier, de mener des grèves du ramassage des déchets, aux effets immédiatement perceptibles.

Ainsi, ces résistances se traduisent parfois en protestations ouvertes, voire en des mobilisations d'envergure, face auxquelles les autorités publiques sont mises en demeure de trouver des arrangements. Les réformes découlant de l'évolution des politiques environnementales et urbaines ont produit, à plusieurs reprises, des mouvements d'opposition de la part des récupérateurs — comme le Mouvement des travailleurs exclus (MTE) créé par 2 000 *cartoneros* argentins, ou l' *Alliance of Indian Wastepickers* (Alliance des récupérateurs indiens) — qui les ont projetés sur le devant de la scène et qui contribuent, lentement certes, à faire évoluer la figure du récupérateur dans les représentations collectives. La presse a souvent joué un rôle de caisse de résonance des protestations en tant qu'espace de publicisation de leur cause. De même, l'ouverture de nouveaux espaces de représentation politique et de participation a favorisé leur mise en visibilité — le cas des *zabbâlin* égyptiens en est emblématique. Sans oublier, enfin, le travail de chercheurs qui, notamment dans les pays d'Amérique latine, ont analysé et dénoncé cette nouvelle pauvreté urbaine. Ce travail de *visibilisation* des récupérateurs et de valorisation de leurs activités a contribué, d'une part, à la constitution de formes coopératives pour la gestion de la collecte et de la vente et, d'autre part, à la construction d'acteurs sociaux capables de développer des demandes politiques.





Banderole lors d'une manifestation de récupérateurs à Ankara, 1<sup>er</sup> mai 2010, « *Un paradis pauvre est meilleur qu'un enfer riche. Travailleurs des déchets de papier. Ne jetez pas le capitalisme à la poubelle de l'histoire. Ça ne coûte même pas deux sous* », [www.facebook.com/groups/7037320971/photos/](http://www.facebook.com/groups/7037320971/photos/)

## Conclusion

Ces processus d'engagement et de prise de parole dans l'espace public diffèrent fortement d'un pays à l'autre : ils découlent des situations politiques et socio-économiques, des histoires des groupes de population impliqués et des parcours de vie des individus. En effet, les expériences d'intégration ne se mettent pas toujours en place sans contestation ni conflit. Dans certains cas, comme en Argentine ou au Brésil, la réorganisation du travail des récupérateurs à l'échelle métropolitaine, basée sur le modèle des coopératives, a représenté une émancipation pour un grand nombre d'entre eux : ce processus n'a pourtant pas éradiqué des pratiques de collecte moins encadrées. Au Caire, les protestations des *zabbâlîn* ont conduit à leur intégration très partielle au système mis en place lors de la « privatisation » : déléataire du service, l'entreprise italienne sous-traitée, pour son plus grand bénéfice financier, la collecte de pans entiers de la ville à des chiffonniers « informels » qui peuvent, certes, garder et recycler les matériaux. Ceux qui n'ont pas été intégrés au système ont vu leurs conditions de travail se détériorer. Au Mexique, à la différence d'autres situations latino-américaines où les récupérateurs ont pu faire entendre leur voix et davantage faire valoir leurs droits dans les dernières décennies, le système reste encore aujourd'hui peu transparent et inféodé à des logiques politiques clientélistes. L'organisation de la récupération y est entièrement sous l'emprise de leaders locaux qui maîtrisent tout le cycle de la prise en charge des déchets : leur contrôle sur les déchets et, par là même, sur les récupérateurs est ainsi presque absolu. Les récents conflits autour de la fermeture de la plus grande décharge de Mexico et les reconfigurations qui en ont découlé, montrent les fortes imbrications — politiques mais aussi sociales et économiques — de ce dispositif au système conventionnel. Mais elles révèlent surtout comment ces mobilisations, loin de représenter un processus de développement d'un pouvoir d'agir ou d'*empowerment* des récupérateurs ainsi qu'un affranchissement de conditions de travail très dures, peuvent aussi reproduire de relations de pouvoir fortement inégales et faire perdurer des situations de soumission et de précarité.



Les prises de parole publiques émanant du secteur dit informel, les débats qui en découlent, les mobilisations, aux résultats certes inégaux, participent à l'émergence d'un discours de plus en plus collectif sur la défense des droits de populations marginales. Ils témoignent tout autant d'une organisation de la part des récupérateurs autour d'intérêts corporatifs à défendre que d'une forme de professionnalisation, toutes deux construites sur un discours de justification de leur rôle dans la société et dans le monde qu'ils contribuent à préserver par le recyclage. Loin d'être passifs et s'appropriant les discours dominants sur le « développement durable », ces récupérateurs plaident la reconnaissance de leur travail avec des arguments écologistes, hygiénistes, économiques et humanitaires – leur activité fait vivre de nombreuses familles. La reconnaissance de « leurs droits sur les déchets »<sup>21</sup> engage plus largement celle d'un droit au travail et d'un droit à vivre de la ville, car celle-ci constitue pour eux une ressource au sens propre en fonction de l'accès, ou non, au déchet, matière première de leur activité.

21 Cirelli C., 2011, « 'Lorsque la ville avait besoin de nous'. Fortune et déclin des paysans-recycleurs des eaux usées urbaines au Mexique », in Corteel, D. et S. Le Lay (dirs.), *Les travailleurs du déchet*. Préface Alain Corbin, Paris, Erès, 2011, p. 121-143.

Dans certains cas, les revendications ont débouché sur une vraie amélioration des conditions de travail et de santé, conduisant à la constitution de groupes professionnels, ayant accès aux arènes politiques et s'éloignant de la figure du « chasseur-cueilleur » évoquée en introduction. Dans d'autres, notamment ceux où la gestion des déchets est défailante et où les administrations urbaines continuent de maintenir des sites d'enfouissement à ciel ouvert, non sécurisés et représentant de vraies bombes à retardement en termes sanitaires et environnementaux, les populations qui y travaillent demeurent dans la marginalité et la précarité.

Finalement, les cas exposés ici montrent que, malgré les réformes des services des déchets et les enjeux économiques liés aux intérêts d'acteurs privés au niveau local ou global, des innovations sociales et des ajustements vis-à-vis des modèles dominants sont possibles. Cela ne passe pas seulement par l'intégration de récupérateurs aux systèmes formels de gestion : celle-ci doit être accompagnée par une inclusion sociale de ces groupes, ce qui implique un changement radical du rapport que les sociétés entretiennent avec leurs rebuts – en termes de représentations et de gestion – afin de renverser l'image et le statut de ceux qui ont à faire avec ces rebuts.

### **Pour aller plus loin**

Bertolini G., 1990, *Le marché des ordures. Économie de gestion des déchets ménagers*, Paris, L'Harmattan, 206 p.

Bertolini G., 2005, *Économie des déchets*, Paris, Technip, 208 p.

Carré, M-N., 2015, « Gestion intégrée et valorisation des déchets à Buenos Aires (Argentine) », p. 291-316, in *Sociétés urbaines et déchets*, sous la dir. de C. Cirelli et B. Florin, Presses Universitaires François Rabelais, Tours, 450 p.

Cavé J., 2015, « La gestion des déchets à Coimbatore (Inde) et à Vitória (Brésil). Convoitises autour de la *res derelicta* », p. 269-290, in *Sociétés urbaines et déchets*, op. cit.

Cirelli C., Florin B., 2015, « Vivre des déchets : acteurs, dispositifs et enjeux de la valorisation », p. 13-56, in *Sociétés urbaines et déchets*, op. cit.

Debout L., 2015, « Conception et définition du déchet face aux enjeux d'égalité territoriale : la gestion des déchets ménagers au Caire (Égypte) », pp. 343-362, in *Sociétés urbaines et déchets*, op. cit.

Corteel D., 2015, « [Des déchets faire surgir une capacité d'agir. Enquête dans une association berlinoise de récupération](#) », *Ethnologie française, Propreté, saleté, urbanité*, PUF, 2015, p. 511-522.

Durand M., 2015, « Quand la vulnérabilité des populations permet de réduire la vulnérabilité urbaine : les déchets à Lima (Pérou) », p. 317-346, in *Société urbaines et déchets*, op.cit

Fernandez L., 2007, « De hurgadores a clasificadores orgnizados. Analisis politico institucional del trabajo con la basura en Montevideo », in Schamber P.J., Suàrez F. (eds) RECICLOSCOPIO, Miradas sobre recuperadores urbanos de residuos en América Latina, UNLA, Universidad Nacional de General Sarmiento, prometeo libros, p. 83-95.

Fernandez L., 2015, « Système hybride de gestion des déchets à Montevideo (Uruguay) », p. 145-166, in *Sociétés urbaines et déchets*, op. cit.

Florin B., 2015, « Les récupérateurs de déchets à Casablanca : l' "inclusion perverse" de travailleurs à la marge », in *Sociologie et sociétés*, Travail et informalité. Nouvelles figures de l'exploitation et des mobilisations au Nord et au Sud, Presses de l'Université de Montréal, p. 73-96.

Guitard E., 2015, « "C'est pas le déchet, c'est le diamant !" . Pratiques de récupération et gestion publique des déchets à Garoua et Maroua (Cameroun) » , p. 59-86, in *Sociétés urbaines et déchets*, op. cit.

Jaglin S., Zerah M.-H., 2010/3, « Eau des villes. Repenser des services en mutations. Introduction », *Revue Tiers Monde*, n° 203, p. 7-22.

Medina M., 2007, *The world's scavengers. Salvaging for sustainable consumption and production, globalization and the environment*, Lanham, Altamira Press, 303 p.

Moretto L., Azatraoui M., 2015, « La valorisation des déchets urbains à Sfax (Tunisie) : entre réformes politiques et récupération informelle », p. 367-396, in *Sociétés urbaines et déchets*, op. cit.

Olivera M., 2015, « [Insupportables pollueurs ou recycleurs de génie ? Quelques réflexions sur les "Roms" et les paradoxes de l'urbanité libérale](#) », *Ethnologie française, Propreté, saleté, urbanité*, PUF, p. 400-509.

Péremarty S., 2015, « Tirer sa subsistance du tri : recyclage collectif ou récupération individuelle ? Une coopérative de catadores du Nord-Est du Brésil » p. 121-144 , in *Sociétés urbaines et déchets*, op. cit.

Rosa E., 2016, « Marginality as resource? From Roma people territorial practices, an epistemological reframing of urban marginality », in M. Lancione (dir.), *Rethinking Life at the Margins*, London, Routledge, p. 182-197, à paraître.

Safar Zitoun M., 2015, « La reconversion économique des récupérateurs de la décharge de Oued Smar (Alger) ou le dilemne communautaire » p. 101-120, in *Sociétés urbaines et déchets*, op. cit.

Santos M., 1975, *L'espace partagé : les deux circuits de l'économie urbaine des pays sous-développés*, Paris, M. Genin-Librairies Techniques, 1975, 405 p.